

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière, a été constitué autour d'un Manifeste adopté lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) en novembre 2016, rassemblant les délégués de 28 pays.

● En octobre 2022, une nouvelle conférence mondiale s'est tenue à Paris, précédée d'une conférence internationale des femmes travailleuses. Des délégués de 43 pays ont contresigné un Appel actualisant le Manifeste de Mumbai au regard de la situation mondiale(*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

Camille Adoue (France)
Innocent Assogba (Bénin)
Alan Benjamin (États-Unis)
Colia Clark † (États-Unis)
Adama Coulibaly (Burkina Faso)
Constantin Cretan (Roumanie)
Berthony Dupont (Haïti)
Daniel Gluckstein (France)
Rubina Jamil (Pakistan)
Christel Keiser (France)
Apo Leung (Chine)
Nnamdi Lumumba (États-Unis)
Randy Miranda (Philippines)
Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
Milind Ranade (Inde)
Klaus Schüller (Allemagne)
Jung Sikhwa (Corée du Sud)
Mark Vassiliev (Russie)
Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Algérie, Allemagne, Azanie/Afrique du sud, Belarus, Bangladesh, Belgique, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chine, Congo, Corée du Sud, Égypte, État espagnol, États-Unis, France, Grande Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Italie, Maroc, Mexique, Pakistan, Palestine, Pérou, Philippines, Portugal, Roumanie, Russie, Sénégal, Sri Lanka, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Zimbabwe.

29 octobre 2022

Conférence internationale des femmes travailleuses

29-30 octobre 2022

Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière

Elles se sont tenues !

Nous en rendons compte dans ce numéro spécial de la Lettre du Comité ouvrier international. Nous vous invitons à la faire largement circuler.

● La conférence internationale des femmes travailleuses a réuni des déléguées de 19 pays (voir la liste des signataires page 8). Elle a adopté un appel pour le 8 mars 2023 (page 6) et décidé de la constitution du comité international de défense des femmes afghanes (page 6).

● La conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière, a réuni des délégués de 32 pays. Des délégués de 11 autres pays n'ont pu y participer du fait de refus de visas ou de conditions répressives dans leur pays, ou autres (voir la liste des signataires de l'Appel en page 3).

Elle a décidé d'appeler dans le monde entier à des initiatives contre la guerre les 9, 10 et 11 décembre (ci-dessous).

L'Appel contresigné par les participants est soumis à signature (pages 2, 3 et 4).

La conférence a également enregistré les initiatives et campagnes présentées au cours des 47 interventions (page 5).

Journées mondiales contre la guerre : 9-10-11 décembre 2022

Nous, travailleurs, militants ouvriers, jeunes de 32 pays réunis dans la conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière, les 29 et 30 octobre 2022, affirmons :

Il est urgent que toutes les forces du mouvement ouvrier opposées à la guerre fassent entendre leur voix.

Nous décidons, dans chacun de nos pays respectifs, d'inviter les organisations ouvrières, les militants à organiser sous toutes les formes des rassemblements (réunions, meetings, manifestations, conférences de presse, etc.) le week-end des 9, 10 et 11 décembre sur les mots d'ordre suivants :

- **Cessez-le-feu immédiat et sans condition !**
- **Retrait des troupes russes d'Ukraine, retrait des troupes de l'OTAN d'Europe !**
- **Troupes étrangères hors des pays qu'elles occupent !**
- **Pas un sou, pas une arme pour cette guerre injuste !**
- **Les milliards pour les salaires, l'école, les hôpitaux, pas pour la guerre !**
- **Aucun soutien aux gouvernements fauteurs de guerre !**

Appel de la conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière Paris, 28 et 29 octobre 2002

Nous, travailleurs, jeunes, militants du mouvement ouvrier et démocratique venus de 47 pays et de tous les continents, nous reprenons à notre compte la phrase que prononça Jean Jaurès, figure historique du socialisme international, à la veille du déclenchement de la guerre de 1914 : « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.* »

Cette formule reste de la plus brûlante actualité.

En 2022, les guerres ravagent tous les continents, engendrant massacres, dévastations, famines et épidémies. Des dizaines de millions de personnes sont chassées de leur pays. On assiste à un formidable recul de la civilisation humaine menacée d'une disparition pure et simple.

Les peuples et les travailleurs du monde entier sont contre la guerre. Ils savent qu'elle signifie toujours plus d'oppression et d'exploitation.

Nous déclarons sans la moindre hésitation que ces guerres, la destruction et la barbarie qu'elles déchaînent sont le produit de la

décomposition du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Un système qui, pour engranger toujours plus de profits, ne recule devant aucune agression.

Les travailleurs le savent : au nom de l'« effort de guerre », tous les gouvernements, quel que soit le côté de la ligne de front où ils se situent, organisent la déréglementation, le chômage, la destruction de l'enseignement et des services publics, le démantèlement des usines, la désertification des campagnes. Les travailleurs le savent : la guerre est toujours utilisée par les gouvernements pour imposer aux organisations ouvrières qu'elles renoncent à leur indépendance et se soumettent à l'État.

Comme tous les travailleurs, nous condamnons la guerre déclenchée sur ordre du président Poutine le 24 février 2022 en Ukraine. Nous nous sommes prononcés dès le début du conflit pour le retrait des troupes russes de ce pays.

À l'heure où nous nous réunissons, plus de 100 000 soldats de l'armée améri-

caine stationnent en Europe. Des dizaines de milliers d'hommes sont massés par l'OTAN à la frontière ukrainienne et russe. 140 milliards de dollars ont d'ores et déjà été alloués par les États-Unis et l'Union européenne à l'effort de guerre, principalement au surarmement de l'Ukraine. Les responsables politiques et les médias évoquent ouvertement le risque d'une possible troisième guerre mondiale et du recours à l'arme nucléaire.

Les travailleurs ne sont pas dupes : l'intervention grandissante des puissances impérialistes en Ukraine vise à étendre la domination des multinationales – notamment américaines – sur le monde entier. Le président Biden a prévenu : au-delà de la Russie, la Chine sera la cible.

Chaque minute, les gouvernements dépensent 4 millions de dollars pour la guerre. Oui : 4 millions de dollars par minute, plus de 2 100 milliards par an pour la guerre ! Alors que la faim dans le monde frappe 800 millions d'individus, que l'insécurité alimentaire touche 2,3 milliards

d'êtres humains, des chiffres en constante augmentation ! 4 millions de dollars par minute pour la guerre ! Et des sommes dérisoires manquent pour sauver des dizaines de millions d'enfants qui meurent chaque année de maladies que l'on sait et que l'on peut soigner.

C'est pourquoi, tout en exigeant le retrait des troupes russes, nous exigeons le retrait des troupes américaines et de l'OTAN de l'Europe. Nous nous prononçons pour le démantèlement de l'OTAN, le retrait de toutes les troupes étrangères d'occupation de tous les pays du monde et l'arrêt de toutes les interventions impérialistes et néocoloniales. Car la guerre d'Ukraine ne saurait être détachée de la longue chaîne des guerres qui, depuis plus d'un

demi-siècle, ravagent tous les continents, des guerres toujours fomentées par les puissances capitalistes et dont la carte recoupe généralement celle des riches des sous-sols.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt commun avec les multinationales, ni avec les capitalistes des différents pays, ni avec leurs propres gouvernements.

Pourtant, force est de constater que dans les principaux pays capitalistes, les dirigeants des organisations ouvrières refusent de s'opposer réellement à la guerre. Aux États-Unis, ils apportent leur soutien aux entreprises guerrières du président Biden ; au Parlement européen, leurs élus votent les résolutions qui aggravent les sanctions contre le peuple russe, surarmement les belligérants et

renforcent les liens avec l'OTAN.

Nous en appelons à tous les travailleurs et à la jeunesse, aux militants de toutes origines du mouvement ouvrier, aux organisations ouvrières. Rejetez toute forme d'union sacrée avec les gouvernements fauteurs de guerre et les capitalistes dont ils défendent les intérêts. La seule union conforme à la cause de la paix et de la justice sociale, c'est l'union des travailleurs et des peuples du monde entier.

À bas la guerre !

À bas l'exploitation !

Travailleurs du monde, organisations ouvrières, peuples opprimés, unissons-nous contre la guerre et l'exploitation pour imposer la paix et préserver l'avenir de l'humanité. ■

Liste des signataires de l'Appel

Algérie. BELHADJ Amel, militante ; BENTALEB Abdelkader, Comité d'organisation des socialistes internationalistes (COSI) ; BOUGUERRA Mohamed, Comités unitaires pour le parti ouvrier ; KAHINA Nadine ; MAHDI Adlène, Cercles des jeunes pour le socialisme ; SABRY Nadia, COSI.

Allemagne. ALBERT Lara, membre de Die Linke, syndicaliste IG Metall ; GANGL Andreas, syndicaliste Ver.di, membre du comité de grève d'Amazon ; HINTERMEIER Peter, syndicaliste IG Metall, président de l'union locale du DGB de Sömmerda ; MULLER Norbert, syndicaliste Ver.di (Francfort) ; NAUMANN Claudius, président du conseil des délégués du personnel de l'Université libre de Berlin, porte-parole de la section d'entreprise Ver.di, membre du Comité pour un parti ouvrier ; SAALMULLER Peter, militant SPD (Idstein), syndicaliste Ver.di ; SCHADE Vera, membre de Die Linke ; SCHULLER Klaus, membre de l'AfA (commission ouvrière du SPD), syndicaliste EVG, membre du comité de suivi du COI ; SCHUSTER H.-W., Groupe socialiste internationaliste (ISG).

Azanie/Afrique du Sud. PHANGWA Mandlenkosi, section azanienne de la IV^e Internationale.

Belarus. IVANOV Youry.

Bangladesh. CHOWDHURY Baddrudjuja, Parti démocratique des travailleurs ; DEWANJEE Amlan, Parti démocratique des travailleurs.

Belgique. AIME Emilie, enseignante ; BRIKE Lionel, syndicaliste enseignement ; DARMONT Eléonore, étudiante ; GIARROCCO Roberto, comité Unité-Eenheidscomité ; K. Olga, travailleuse sociale ; MONSIEUR Serge, président CGSP ALR Vivaqua.

Benin. ASSOGBA Innocent, syndicaliste ; GNONLONFOUN Liliane, syndicaliste.

Brésil. APPEL Emmanuel José, professeur de philosophie, UFPR (retraité), PT Curitiba ; CALDAS Andrea, professeur d'université, PSOL-Curitiba ; HOMEM Anísio G., éditeur, PT Curitiba ; JACOBS Pedro, directeur du 39^e noyau syndical du CPERS-Porto Alegre ; RIBEIRO Cláudio, avocat du travail à la retraite, fondateur de PT, Curitiba ; SANTANA José Carlos, PT Porto Alegre.

Burkina Faso. COULIBALY Adama, Alternative patriotique panafricaine APP-Burkindi.

Burundi. HATUNGIMANA Richard* ; HAVYARIMANA Aline* ; HAVYARIMANA Renovat* ; IRAMBONA Alice* ; IRIZA Allégresse* ; KABURA Claver* ; NDAYATUKE Désiré* ; NIBARUTA Fleur, Association des mères célibataires (AMC) ; NININAHAZWE Alice* ; NTIHWANYA Clément* ; NSHIMIRIMA Fidélité* ; SINZINKAYO Jérôme*.

Canada. MUBEZA Pamela, militante des droits des femmes* ; NKUNZIMANA Paul, militant ouvrier.

Chili. LAPERTE Marcela, Mouvement indépendant pour les droits du peuple (MIDP) ; SALGADO Edouardo Neira, MIDP ; ITURRA Sixto, MIDP.

Chine. LEONG Apo ; Un militant ouvrier anonyme basé à Pékin ; BING Lin.

Congo. BAKALA Joachim.

Corée du Sud. SIKHWA Jung, militant syndical ; SANG Soo Ha, militant syndical.

Égypte. CHAABAN Essam, écrivain journaliste et chercheur en anthropologie (université du Caire).

État espagnol. MARTIN Reme, retraitée, militante ouvrière ; PEREZ DOMINGUEZ Eulogio.

États-Unis. BACCHUS Natalia, assistante de la présidente du Syndicat des enseignants de Baltimore (Maryland)* ; BENJAMIN Alan, Socialist Organizer ; DIAMONTE Brown, présidente du Syndicat des enseignants Baltimore Teachers Union (AFT, AFL-CIO) (Maryland)* ; KHONSARI Niloufar, avocate et militante pour les droits des travailleurs immigrés ; KNOX Lisa, avocate, militante pour les droits des travailleurs immigrés ; LUMUMBA Nnamdi, organisateur du Ujima People's Progress Party (Maryland) ; MARQUEZ DUARTE Fernando David, membre de UAW 2865, Collectif décolonial* ; ROJAS Désirée, présidente de la section de Sacramento du Labor Council for Latin American Advancement (AFL-CIO)* ; SHONE Mya, Socialist Organizer ; WHITE Connie, Member, Continuations Committee of Labor & Community for an Independent Party (LCIP)* ; HEINZE BALCAZAR Ivonne, membre de la California Faculty Association (Dominguez Hills-CSU, California)*.

France. ADOUE Camille, Fédération des jeunes révolutionnaires (FJR) ; BAHLOUL Maïa (FJR) ; BARROIS Jean-Pierre ; CHARMONT Claude, syndicaliste ; CORBEX Pascal, syndicaliste FO ; DAIRE Jérémie, FJR ; DE MASSOT François ; DORIANE Olivier ; DUPUY Martine, secrétaire nationale du POID ; DUTHEIL Daniel, syndicaliste FO ; FERNANDES Grégory ; FERRE Dominique ; KEISER Christel, secrétaire nationale du POID ; GLUCKSTEIN Benjamin, syndicaliste CGT ; GLUCKSTEIN Daniel, secrétaire national du POID ; JARY Éric, syndicaliste ; LISCOËT Catherine ; MAS Nicole ; MICHAUD Isabelle, syndicaliste CGT ; NOSZKOWICZ Patrice, syndicaliste CGT ; OURABAH Saïd ; PIERROT GUIMBAUD Maël (FJR) ; POCHON Vincent, secrétaire national de SUD Chimie ; ROBEL Paul, médecin ; SAUVAGE Jeanne ; TEMPEREAU Lucile ; UHALDE Paul (FJR).

Grande-Bretagne. CHOLEWKA Stephan, secrétaire du conseil des syndicats de la métropole de Rochdale* ; MAC NALLY Doreen, Unite Community NW 567 Branch, Liverpool* ; RIMMER Antony, Liverpool 47 Surcharged Councillor, Merseyside Pensioners Association, Liverpool Unite Community NW 567 Branch* ; RUST Jo, secrétaire de l'union locale de King's Lynn & District, conseillère municipale indépendante à King's Lynn*.

Grèce. GUHL Andreas, militant.

Haïti. DUPONT Berthony, *Haïti Liberté* ; THELOT Myrène, *Haïti Liberté*.

Hongrie. SOMI Judit, militante ouvrière.

Inde. NAMBIATH Vasudevan, syndicaliste ; PATIL Aba Maruti, syndicaliste ; RANADE Milind, syndicaliste ; SUBBASH Naik Jorge, groupe Spark.

Italie. BRANDELLERO Luigi, ouvrier, rédaction de *Tribuna Libera* ; GRANAGLIA Dario, ouvrier, délégué et syndicaliste FIOM-CGIL ; GRILLI Monica, enseignante, déléguée et responsable syndicale ; FASCIANA Lillo, syndicaliste ; PANTELLA Agata, enseignante ; PRESTIPINO Fabrizio, enseignant, rédaction de *Tribuna Libera* ; VARALDO Lorenzo, directeur d'école, coordinateur de *Tribuna Libera* ;

Maroc. AYOUB Malik, éditeur du bulletin *Lettre ouvrière et d'information* ; LAMINE Sakina ; J. Smaïl, membre de la jeunesse ouvrière marocaine, JOM/UMT.

Mexique. CERVANTES Israel, Casa Obrera del Bajio ; DIAZ CRUZ Maria de Lourdes, Movimiento Nacional por la transformacion Petrolera ; ORTEGA Marisela ; PLUMEDA Liliana Aguilar, Ligue communiste internationaliste, SUAREZ Lidia.

Pakistan. GULZAR Nasir, All-Pakistan Trade Union Federation ; ILYAS Muhammad, All-Pakistan Trade Union Federation ; JAMIL Rubina, All-Pakistan Trade Union Federation.

Palestine. EL KHATIB Naji, Secular Palestine.

Pérou. RIVERA SALVADOR Julio, MINKA, Syndicat unitaire des travailleurs de l'électricité.

Philippines. MIRANDA Judy, Parti des travailleurs (PM) ; MIRANDA Randy, Parti des travailleurs (PM).

Portugal. CASIMIRO José, militant ouvrier, Bloc de gauche (BE) ; HENRIQUES José, militant O Trabalho et BE ; PINTO Victor, linguiste, militant O Trabalho ; VARELA Raquel, professeur d'histoire et chercheur ; ZILHAO Adriano, militant O Trabalho et BE.

Roumanie. CRETAN Constantin, Fédération nationale du travail (FNM) ; CRETAN Marioara, Ligue des travailleurs de Roumanie.

Russie. FEDOROV Sergueï, militant.

Sénégal. N'DIAYE Marcel.

Sri Lanka. MUDUNKOTUWAGE Saman.

Suède. BAYRAKDAR Faraj, poète.

Suisse. FENNIBAY Dogan ; FIASTRI Marzia.

Togo. DJAOURA Tiguena ; LAWSON Messan, PADET.

Tunisie. GUESMI Lotfi, syndicaliste.

Turquie. BILGIN Cemal, IKEP (Parti propre aux travailleurs) ; EROL Pinar ; OZANSU Mehmet, IKEP (Parti propre aux travailleurs) ; SOYLU Bedri.

Zimbabwe. MAFA Mafa Kwanisai, Chimurenga Vanguard.

* À titre personnel.

Je m'associe à cet appel

Nom, prénom :

Adresse mail :

Organisation :

en mon nom personnel

Signature :

au nom de mon organisation

Campagnes

Après avoir entendu l'intervention de 47 intervenants, la conférence mondiale enregistre et soutient les propositions présentées par des délégués :

1. Les initiatives de la conférence internationale des femmes travailleuses, en particulier la constitution du Comité international de soutien aux femmes afghanes.

2. L'appel à soutenir les familles des prisonniers en Russie et la campagne internationale pour la libération du militant syndical russe Kirill Oukraïntsev.

3. L'appel à soutenir la campagne internationale pour la syndicalisation des travailleurs d'Amazon.

4. L'appel des militants chinois à ce que « *dans tous les pays les travailleurs se dressent contre les préparatifs de guerre contre le peuple chinois* ».

5. L'appel à la solidarité et la campagne financière pour soutenir la maison ouvrière du peuple de la vallée au Mexique.

6. L'appel à la levée inconditionnelle des sanctions internationales contre le Zimbabwe.

7. L'appel à s'opposer à toute intervention américaine et onusienne en Haïti.

8. L'appel des délégués indiens et pakistanais à dénoncer l'oppression dont sont victimes les femmes du Kashmir qui souffrent

de la guerre permanente.

9. L'appel du délégué britannique à soutenir la grève des dockers de Liverpool pour leurs revendications salariales.

10. L'appel du représentant de l'association Secular Palestine – qui combat pour une Palestine laïque et démocratique et pour le droit au retour des réfugiés – à soutenir la lutte du peuple palestinien pour ses droits.

11. L'appel lancé dans la conférence internationale des femmes travailleuses d'une déléguée hongroise contre l'oppression des populations roms d'Europe, populations qui méritent la solidarité des travailleurs du monde. ■

Conférence internationale des femmes travailleuses

29 octobre 2022

Appel pour le 8-Mars

Nous, déléguées à la conférence internationale des femmes travailleuses, tenue le 29 octobre 2022, nous réclamons de la continuité des conférences de l'Internationale des femmes socialistes, en particulier concernant le combat pour la défense et la conquête de nos droits, mais aussi le combat contre la guerre.

Chaque jour un peu plus, nous constatons l'incapacité du système capitaliste à réaliser l'égalité effective entre les hommes et

les femmes et à permettre l'émancipation des femmes.

Au contraire, tous nos gouvernements, sous des formes différentes, ne cessent de remettre en cause nos droits dans tous les domaines (démocratique, social, juridique, etc.).

Le combat des femmes pour leurs revendications spécifiques, le combat pour l'égalité salariale, juridique, le combat pour la conquête et la reconquête des droits démocratiques, le combat contre le

patriarcat et pour notre émancipation exige d'être étroitement relié au combat pour la défense du mouvement ouvrier dans son ensemble, au combat contre l'exploitation capitaliste.

Ce message, nous proposons de le porter, dans nos pays respectifs, sous des formes appropriées, le 8-Mars 2023, Journée internationale des droits des femmes, dans le cadre des initiatives prises (réunions publiques, rassemblements, manifestations, etc.). ■

Constitution du comité international de défense des femmes afghanes

Nous, déléguées à la conférence internationale des femmes travailleuses, tenue le 29 octobre 2022, ayant reçu le message du Mouvement spontané des femmes afghanes adressé à notre conférence, décidons de nous constituer en comité international de défense des femmes afghanes qui manifestent contre le régime.

Ce message fait état des persécutions dont sont victimes les femmes afghanes de la part du régime des talibans et aussi des protestations et manifestations de femmes organisées contre ces attaques.

Nous décidons de faire connaître largement le message de nos sœurs afghanes dans nos pays respectifs et, en particulier, les

six demandes qui figurent en conclusion (*lire ci-dessous*).

Afin de mettre en œuvre les demandes dont elles nous saisissent, nous appelons toutes les femmes et tous les hommes attachés à la défense des droits démocratiques et des droits des femmes à rejoindre le comité international afin d'organiser la campagne. ■

Message du « *Mouvement spontané des femmes afghanes* » à la conférence internationale des femmes travailleuses (28 octobre 2022, Kaboul)

Aujourd'hui, les femmes afghanes vivent sous le régime le plus misogyne, où elles sont privées de tous leurs droits humains et civils. C'est pour cette raison que les militantes afghanes ont formé leur propre mouvement de protestation après l'instauration du régime taliban en août 2021. Ce mouvement a organisé des manifestations de femmes dans les villes de Kaboul, Jalalabad, Hérat, Mazâr-e-Charîf et Bâmiyân avec les slogans (pain, travail, liberté).

Lorsque les femmes protestent et manifestent contre la violation de leurs droits, la police talibane les réprime brutalement, les bat et les menace de prison et de mort (...).

Les services de renseignement talibans identifient les militantes et celles qui participent aux manifestations, les arrêtent pendant les manifestations, à la fin des défilés ou, plus tard, à leur domicile, les emprisonnent et les torturent dans leurs prisons officielles ou privées (le rapport des Nations unies de septembre 2022 confirme l'existence de prisons privées talibanes et la torture des prisonniers).

(...) On ignore combien de manifestantes et de

combattantes pour la liberté sont emprisonnées dans les prisons officielles et privées des talibans et dans quel état elles se trouvent. Car les organisations nationales et étrangères de défense des droits de l'homme et les familles des prisonniers n'y ont pas accès.

(...) Certaines femmes libérées des prisons talibanes ont parlé de tortures, d'agressions sexuelles, de menaces de mort à l'encontre de membres de leur famille, de l'impossibilité d'avoir accès à un avocat et de l'absence de communication avec les membres de leur famille.

Outre les dizaines de combattantes et de manifestantes qui se trouvent dans les terribles prisons des talibans, ou les dizaines d'autres qui ont été tuées par des personnes affiliées aux talibans (...), il y a actuellement des centaines d'autres femmes combattantes, socialistes, laïques, féministes, militantes de la société civile, défenseuses des droits des femmes, journalistes, enseignantes, étudiantes d'université et de lycée et femmes au foyer qui sont poursuivies par les talibans et qui sont obligées de vivre dans la clandestinité. (...) Les femmes qui protestent sont recher-

chées et leur vie est en grand danger.

Par conséquent, les revendications du « Mouvement spontané des femmes afghanes » de la part des femmes combattantes et des forces progressistes en France, en Allemagne, en Amérique et dans d'autres pays du monde sont les suivantes :

- Constituer un comité international pour la défense des manifestantes d'Afghanistan.

- Demander le soutien des principales organisations internationales de défense des droits des femmes et des droits de l'homme afin d'identifier les femmes emprisonnées dans les prisons officielles et privées des talibans.

- Lancer une campagne internationale pour la libération des manifestantes des prisons talibanes.

- Faire pression pour la protection des femmes recherchées et en danger en Afghanistan.

- Créer une solidarité internationale des femmes avec les femmes combattantes en Afghanistan.

- Collecter des aides financières pour les familles des femmes emprisonnées et recherchées. ■

Ont constitué le Comité international de défense des femmes afghanes

Algérie : HAFSI Nadia

Allemagne : ALBERT Lara, membre de Die Linke, syndicaliste IG Metall ; SCHADE Vera, membre de Die Linke

Belgique : AIME Emilie, enseignante ; DARMONT Eléonore, étudiante ; K. Olga, travailleuse sociale

Bénin : GNONLONFOUN Liliane, syndicaliste

Chili : LAPERTE Marcela, Mouvement indépendant pour les droits du peuple (MIDP)

État espagnol : MARTIN Reme, retraitée, militante ouvrière

États-Unis : BACCHUS Natalia, assistante de la présidente du Syndicat des enseignants de Baltimore (Maryland)* ; DIAMONTE Brown, présidente du Syndicat des enseignants Baltimore Teachers Union (AFT, AFL-CIO) (Maryland)* ; KHONSARI Niloufar, avocate et militante pour les droits des travailleurs immigrés ; KNOX Lisa, avocate, militante pour les droits des travailleurs immigrés ; ROJAS Désirée, présidente de la section de Sacramento du Labor Council for Latin American Advancement (AFL-CIO)* ; SHONE Mya, Socialist Organizer

France : KEISER Christel, secrétaire nationale du POID et responsable de sa commission femmes travailleuses ; BAHLOUL Maïa, étudiante, FJR ; TIZZI Djemilla, syndicaliste et membre du POID ; MAS Nicole, membre bureau national du POID ; ADOUE Camille, étudiante, membre de la FJR ; LISCOËT Catherine, retraitée, membre du bureau national du POID ; DUPUY Martine, secrétaire nationale du POID ; MICHAUD Isabelle, syndicaliste CGT ; TEMPEREAU Lucile, jeune travailleuse et militante POID ; SAUVAGE Jeanne, enseignante-chercheuse ; FAURY Stéphanie, responsable du syndicat CGT de l'hôpital de Nemours du CH Sud 77 ; ROUDIL Isabelle, responsable syndicale dans l'Action sociale ; CORBEX Pascal, responsable syndical dans l'Action sociale ; FAUCHEUX Patrice, syndicaliste ; ANANOU Sarah ; ANDERSON Amy ; THRONE Stella

Haïti : THELOT Myrlène, Haïti Liberté

Hongrie : SOMI Judit, militante ouvrière

Italie : GRILLI Monica, enseignante, déléguée et responsable syndicale ; PANTELLA Agata, enseignante

Maroc : LAMINE Sakina

Mexique : DIAZ CRUZ Maria de Lourdes, Movimiento Nacional por la transformacion Petrolera ; ORTEGA Marisela, Institut de formation politique de MORENA ; PLUMEDA Liliana Aguilar, Ligue communiste internationaliste ; SUAREZ Lidia, Docteur à l'Université pédagogique nationale

Pakistan : JAMIL Rubina, All Pakistan Trade Union Federation

Philippines : MIRANDA Judy Ann, Parti des travailleurs (PM)

Roumanie : CRETAN Marioara, Ligue des travailleurs de Roumanie

* À titre personnel

Je m'associe à la constitution du comité international de défense des femmes afghanes

Nom, prénom :

Adresse mail :

Organisation :

en mon nom personnel

Signature :

au nom de mon organisation